

4

Les paradoxes d'une économie extravertie : ajustements structurels des années 1980

« De mon temps tout le monde chantait. (Excepté moi, mais j'étais déjà indigne d'être de ce temps-là). Dans la plupart des corps de métiers on chantait. Aujourd'hui on renâcle. Dans ces temps-là, on ne gagnait pour ainsi dire rien. Les salaires étaient d'une bassesse dont on n'a pas l'idée. Et pourtant tout le monde bouffait. Il y avait dans les plus humbles maisons une sorte d'aisance dont on a perdu le souvenir. Au fond, on ne comptait pas. Et on n'avait pas à compter. Et on pouvait élever des enfants. Et on en élevait. Il n'y avait pas cette espèce d'affreuse strangulation économique qui, à présent, d'année en année, nous donne un tour de plus. On ne gagnait rien ; on ne dépensait rien ; et tout le monde vivait.

Il n'y avait pas cet étranglement économique d'aujourd'hui, cette strangulation scientifique, froide, rectangulaire, régulière, propre, nette, sans une bavure, implacable, sage, commune, constante, commode comme une vertu, où il n'y a rien à dire, et où celui qui est étranglé a si évidemment tort ».

Charles Péguy, *L'argent*, Paris, Gallimard, 1948, p. 12.

- A. Ngaidé :** Doyen, après avoir discuté de la crise de 1962, de Senghor, que pensez-vous des années 1970-1980 dont les conséquences se font encore ressentir sur les orientations des politiques sociales ?
- A. A. Dieng :** Cette période qui va de 1962 à 1970 est marquée par la crise du système capitaliste mondial. Je n'entre pas dans les détails. Il s'agit de la crise pétrolière de 1973 qui a posé des problèmes aux pays occidentaux qui venaient de rompre avec leurs colonies. Il fallait que les gens s'ajustent par rapport à leur situation afin d'assurer leur développement. C'est la raison pour laquelle la période va nous mener progressivement vers les programmes d'ajustements structurels. Puisque jusqu'ici, disent les bailleurs de fonds, les équilibres macro-économiques étaient rompus. Mais le proclamant, ils pensent surtout aux intérêts des bailleurs de fonds parce qu'ils veulent mettre les pays en situation de rembourser la dette extérieure qui pesait lourdement sur l'avenir des États

africains. Le faisant, ils ont mis des programmes intermédiaires dont la vocation consistait à chercher à assurer un minimum d'équilibre macro-économique. Mais c'est surtout en 1980 qu'on a commencé à appliquer les programmes d'ajustements structurels constatant que l'intervention du FMI n'était pas suffisante.

En effet, le FMI ne s'occupait, en principe, que d'ajustement conjoncturel et de déficit temporaire de la balance de paiement, c'est-à-dire que, quand vous êtes déficitaire, le FMI peut vous aider à surmonter la passe difficile. Mais finalement, on découvre que la crise est un problème purement structurel. Problème structurel que nous devons comprendre comme ceci : on dépense plus que ce que l'on a en termes de ressources et cela on ne peut le faire que quand on emprunte. C'est-à-dire quand on anticipe sur les revenus à venir.

Dans ces conditions, les pays choisissent la voie de la facilité qui consiste à emprunter. Mais si vous empruntez, il arrive un moment où vous êtes obligés de rembourser et il se trouve qu'à la période où vous devez répondre aux exigences de la dette, vous n'êtes pas en mesure d'honorer vos engagements et que l'utilisation des subsides alloués par le FMI et la Banque mondiale n'a pas permis de dégager des ressources susceptibles de rembourser la dette extérieure. Souvent, on a effectué des dépenses improductives. On a vu, durant toute cette période, la création de gouvernements pléthoriques, la multiplication d'ambassades budgétivores. On continuait d'entretenir des armées dont la gestion pesait et pèse encore lourdement sur les finances publiques. Ces mêmes armées ne sont même pas capables de défendre le pays en cas d'agression extérieure. C'est l'une des raisons qui conduisent les gouvernements à signer des accords secrets avec l'ancienne puissance tutélaire afin de garantir, en quelque sorte, leur souveraineté internationale.

Tout cela m'amène à soutenir que les recettes n'augmentent pas au moment où les dépenses montent de manière vertigineuse. C'est la raison pour laquelle, le FMI et la Banque mondiale qui sont les garants de l'ordre économique et financier international interviennent dans les économies nationales. Mais le FMI tout seul ne va pas intervenir sans l'accord de la Banque mondiale qui s'occupe de problèmes moins structurels. C'est-à-dire de choses qui sont pérennes alors que le FMI comme je l'ai dit, s'occupe de choses provisoires. On a commencé à appliquer cette politique au Sénégal à partir des années 1980. Mais quand on l'a appliquée, elle a tout simplement échoué. Parce que l'intervention a correspondu à une période préélectorale. C'était la fin du mandat de Senghor. Diouf devait préparer les élections de 1983 dans des conditions sociopolitiques et économiques difficiles.

Le Sénégal n'avait pas respecté à la lettre les critères établis par la Banque mondiale pour pouvoir rembourser sa dette et renforcer sa balance économique. Dans ces conditions de non respect des modalités, on va suspendre – parce que c'est le langage diplomatique – les interventions de la Banque mondiale. C'est donc un échec. On demandait au gouvernement d'augmenter les prix des denrées de première nécessité.

Dès lors, il est compréhensible que tout cela ne puisse pas faciliter la tâche à un gouvernement qui sollicite le suffrage des électeurs. C'est dans ces conditions que dès sa réélection; le président Abdou Diouf prit des mesures impopulaires en procédant à l'augmentation des prix des denrées de consommation courante. Qu'est-ce qui s'est passé réellement ?

La Banque mondiale et le FMI nous demandaient de rétablir les équilibres macro-économiques. Mais si on y réfléchit bien on constate que les tentatives de rétablissement des grands équilibres macro-économiques étaient conçues pour permettre, comme je l'ai déjà souligné, aux États le remboursement des dettes aux bailleurs de fonds et non pas pour assurer la croissance et le développement. C'est la période durant laquelle le FMI et la Banque mondiale – les Institutions de Bretton Woods – insistent sur les notions de « croissance » et de « développement ». Mais la croissance est interprétée surtout du point de vue « quantitatif », alors que le développement implique une certaine répartition des revenus qui est de nature « qualitative ».

Par exemple, il fallait savoir si les écarts des revenus entre les privilégiés et les démunis croissent ou ne croissent pas. Dans ces conditions, on a choisi de faire en sorte que la fiscalité pèse essentiellement sur les populations. En effet, cette période est caractérisée par la mise en place de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Toutes les différentes denrées qui sont de consommation importante et qui, en même temps, intéressent directement les populations sont surtaxées. Cette TVA grève les budgets familiaux et augmente la paupérisation dans les villes. Quelle est la philosophie de cette fiscalité ? En définitive, ce sont les pauvres qui vont payer plus que les riches. Pourquoi cela ? Parce que la fiscalité indirecte ; c'est-à-dire la fiscalité sur les dépenses, les populations ne la connaissent pas. Elle pèse sur l'ensemble des contribuables sans distinction de revenus. Ce qui veut dire en termes simplifiés que pauvres et riches paient la même chose à l'État.

Prenons un exemple révélateur de la situation : si on taxe les denrées alimentaires comme le riz, produit d'importation et de consommation courante au Sénégal, on pénalise la population à faible revenu et donc les couches les moins aisées, alors que les nantis ne ressentent absolument rien par rapport à cette hausse.

Autrement dit, derrière ce semblant d'égalité devant la fiscalité se cache une réelle inégalité de traitement des consommateurs dont les revenus sont totalement disproportionnés. Il ne faut pas oublier que les impôts sur les dépenses ne sont pas prélevés directement par les agents de l'État, mais par les commerçants et les industriels. Ces derniers se contentent tout simplement de donner aux trésoriers le produit de la récolte. Et puis, comme il est impossible d'y échapper cet impôt indirect est particulièrement injuste. C'est comme une sorte d'anesthésie fiscale. Cette politique explique les énormes recettes générées par beaucoup de gouvernements. L'État africain, aujourd'hui, est devenu un véritable « gangster » qui fait du hold-up sur citoyens.

Autrement dit, ce sont les institutions qui ont mené une politique qu'elles ont recommandée et qui a abouti à l'appauvrissement des populations. C'est pourquoi cela fait sourire quand on entend dire que les gens luttent contre la pauvreté. C'est l'objectif le plus médiocre pour moi. Cela veut dire qu'on se bat sur la défensive alors qu'on devrait lutter pour enrichir le pays comme dans tous les pays qui se sont développés et où l'on s'est d'abord intéressés « à la richesse des nations ». Cela a été à la fois le cas de l'Angleterre et celui de l'Allemagne qui voulait rattraper son retard après le XIXe siècle. C'est pourquoi on parle de la « richesse des nations » avec Adam Smith alors qu'en Afrique nous assistons impuissants à la « pauvreté des nations ».

Dès lors, il faut s'ajuster mais cet ajustement a surtout pénalisé les catégories sociales les plus démunies. Toute la technique utilisée était de réduire la consommation des populations, sous prétexte qu'elles achètent des produits importés. Donc pour équilibrer la balance des paiements et singulièrement la balance commerciale, il faut faire en sorte qu'on importe moins et qu'on encourage l'exportation. Dès lors, il fallait réfléchir à une véritable philosophie de l'exportation des rares produits dont disposent nos états.

En effet, il le fallait pour obtenir les devises nécessaires pour rembourser la dette extérieure car celle-ci a été contractée en devises et par conséquent, elle doit être remboursée en devises et non pas en monnaie nationale. C'est l'une des raisons qui me pousse à dire que ces programmes furent rudes au point de mettre l'ensemble des populations dans une situation de pauvreté endémique.

- A. Ngaidé :** Quelles sont les conséquences politiques directes de ces programmes sur la société de manière générale ? Assistons-nous à un relâchement de l'emprise des politiciens sur les citoyens ou à la naissance d'un type nouveau de clientélisme « parasitaire » ?
- A. A. Dieng :** Ces politiques éloignent les dirigeants des populations qui ne voient plus leurs aspirations satisfaites par ces mêmes dirigeants. Tout cela a créé des crises énormes au niveau politique dans les pays africains. Mais se faisant, on laisse les populations de côté. On ne les sollicite que pour la fiscalité et les gouvernements continuent à faire des dépenses « fantaisistes », avec une pléthore de ministres, d'ambassades, d'armées... On crée même des dépenses artificielles. Au Sénégal par exemple, il y a la multiplication des postes de Président de conseil d'administration alors que cette fonction aurait pu être assurée par les directeurs, une tradition qui a longtemps été expérimentée. Ces institutions n'ont été créées que pour donner du « fromage » à certains hommes politiques.

L'État a parallèlement multiplié les ambassades dont la vocation était de caser des « naufragés » politiques ou des adversaires et, du coup, les éloigner de l'espace national de contestation. Tous ces postes juteux n'étaient pas nécessaires. En adoptant cette politique, le régime d'Abdou Diouf voulait légitimer la redistribution des rentes et émoluments.

- A. Ngaidé :** Revenons un peu sur les années 1970. Malgré tout ce que vous avez dit sur les crises multiformes, l'espace politique sénégalais s'ouvre avec la naissance du PDS en 1974. Quelle était la teneur des débats à ce moment considéré comme un véritable tournant politique en Afrique et plus particulièrement au Sénégal ?
- A. A. Dieng :** On a essayé de démocratiser parce qu'on voit très bien que les régimes étaient dictatoriaux et que l'atmosphère qui régnait pouvait faire exploser la marmite sociale. C'est l'époque aussi où l'on favorise les débats : les intellectuels ayant été frustrés pendant longtemps, par les pratiques de restriction de l'espace public, ils respirent un nouvel air. Au Sénégal, on va créer le Club Nation et Développement (CND) qui devait assurer l'indépendance nationale et, en même temps, le développement. Ce cadre a permis de calmer certains intellectuels qui n'étaient pas reconnus par les partis ou qui se disaient technocrates. Parce que ceux qui sont dans les partis traditionnels ne veulent pas de ces gens qui sont à l'extérieur de leur monde. C'était une manière de faire en sorte que la tension politique diminue. Senghor l'a fait avec beaucoup d'habileté en créant son CND, mais aussi en veillant sur les orientations de cet organisme.

Voilà donc la situation de 1974. C'est à ce moment aussi que seront reconnues un certain nombre de tendances et Senghor les a bien réglementées et cela a permis de passer un cap tout à fait difficile à cette époque. Et c'est ce qui va préparer son départ du pouvoir programmé en 1981. Bien inspiré par l'ampleur possible de la crise, Senghor quitte tranquillement le pouvoir et laisse à son dauphin Abdou Diouf le soin d'affronter la réalité.¹

- A. Ngaidé :** Mais quels étaient les sentiments dominants au moment de la naissance du Parti démocratique sénégalais (PDS) et plus tard de la libéralisation de la vie politique intervenue en 1981 ?
- A. A. Dieng :** Celui qui a créé le PDS avait bien dit qu'il avait créé un parti de contribution dans le sillage du parti dominant. En effet, Abdoulaye Wade n'arrivait pas à s'implanter au niveau de sa base, sa région d'origine Kébémér.² Mais beaucoup de gens aussi ont pensé qu'on pouvait utiliser ce parti naissant pour en faire un véritable parti d'opposition. C'est cela qui a fait que sa structuration fut recadrée. Le PDS n'est plus un parti travailliste, mais se réclame du libéralisme politique. Libéralisme, travaillisme sont deux orientations totalement opposées.

Le libéralisme, c'est le langage des patrons et le travaillisme c'est une doctrine qui prend en charge les intérêts des travailleurs comme on le voit en Grande Bretagne. Donc, c'est cela qui a réorienté les fondements de ce parti qui épousera les idéaux du libéralisme. Mais cela me semble être une véritable absurdité car le libéralisme, c'est le langage des forts et non pas celui des faibles. Tout pays qui veut se développer doit protéger au moins son industrie. Nous pouvons citer entre autres exemples l'Angleterre et le Japon. L'Angleterre par exemple n'a opté vraiment pour le libéralisme qu'en devenant un pays industriel en forte concurrence avec la Hollande. Elle s'est imposée de manière hégémonique dans le monde européen.

A. Ngaïdé : Quelle lecture faites-vous de la situation durant ces années là en Afrique avec les cascades des Coups d'État et des suspensions des Constitutions ? Est-ce que tout cela est lié aux politiques d'ajustement ?

A. A. Dieng : C'est parce qu'on a appliqué une politique d'ajustement qui était défavorable aux masses africaines, et cela a créé des mouvements de contestation qu'on ne pouvait éviter ou tout au moins qu'on ne pouvait calmer qu'avec la venue de Coups d'État militaires. On sait bien que les militaires ne sont pas des démocrates, mais c'est une manière, pour l'extérieur, de régler provisoirement ces problèmes nés des politiques d'ajustement structurel. Et avec le mouvement de démocratisation, on a avalisé purement et simplement la prise du pouvoir par ces militaires qui troquent leur tenue et qui deviennent des Présidents de la République *ad vitam eternam*.

Nous pouvons citer des cas mais ils sont tellement nombreux qu'il est inutile de les énumérer. Cela démontre encore une fois que ceux qui sont à l'extérieur ne sont pas tellement favorables à une véritable démocratie, c'est-à-dire des gouvernements dans lesquels les masses joueraient un rôle primordial. Mais on souhaitait plutôt les canaliser, perpétuer cette ascendance, consolider cette assise politique sur les populations, en les laissant vivre sous des régimes à économie asphyxiée.

A. Ngaïdé : Et comment expliquez-vous que le Sénégal ait pu échapper à cette vague de Coups d'État qui a renforcé la chute des économies africaines ?

A. A. Dieng : Parce que tout simplement, le Sénégal est un chouchou de l'extérieur et son instabilité risquait d'entraîner une chaîne ininterrompue de perturbations dans la sous-région ouest-africaine. C'est surtout parce que le Sénégal est entouré de pays qui pouvaient lui créer des problèmes : les rapports avec la Guinée de Sékou Touré, le Mali de Modibo Keita, la Mauritanie de Moktar Ould Daddah qui tourne les yeux vers le monde arabe... Ceci fait du Sénégal un point stratégique en plus de la présence, sur son sol, d'une base militaire importante. On a préféré donc aider le Sénégal pour le maintenir stable. Il y a eu beaucoup d'interventions au Sénégal.

D'ailleurs, ils ont commencé à expérimenter le programme d'ajustement structurel au Sénégal et c'est assez significatif. C'est pourquoi on l'a laissé faire ce qu'il voulait. Ainsi, l'état ne respectait plus les critères de performance mais on a continué malgré tout à le financer d'une façon ou d'une autre. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les gouvernants ne disent jamais que les programmes ont été rompus parce que c'est un langage heurté, mais ils disent qu'ils ont été suspendus.

Évidemment ce sont des subtilités de langage qui cachent mal la manière dont le Sénégal a été aidé d'une façon peu loyale par rapport aux autres pays d'Afrique. En conclusion, nous pouvons dire que le Sénégal apparaissait comme la tête de pont de l'impérialisme.

A. Ngaidé : Durant cette période, on assiste au Sénégal à ce qu'on a appelé la décentralisation. Pensez-vous que cette politique était judicieuse ?

A. A. Dieng : Mais tout cela provient des concepts lancés par la Banque mondiale, c'est-à-dire la bonne gouvernance (*Good Governance*). D'ailleurs cette idée de bonne gouvernance a été discutée entre les experts de la Banque mondiale qui ont une orientation anglo-saxonne de la gestion du pouvoir. Le Canada qui avait une vision spécifique par rapport à la bonne gouvernance a également participé aux discussions. Ce dernier pays disait qu'il fallait décentraliser afin d'impliquer les populations pour qu'elles ne se révoltent pas.

Pour les anglo-saxons, il y a une conception spécifique du pouvoir et c'est pourquoi ils ont parlé de décentralisation et de transfert de pouvoirs aux collectivités locales. Cette décentralisation a bien été utilisée par les gouvernements africains à d'autres fins. En réalité on leur demandait d'expliquer aux populations et leur faire admettre la nécessité de ces ajustements. Ils ont tout fait pour que leurs bases sociales se développent et que leur pouvoir se perpétue. C'est tout. Mais on n'a pas supprimé les privilèges : on les a transférés purement et simplement aux gens et cela a permis aux gouvernants de « caser » pas mal de personnalités. Donc ce sont des « réformettes » qui ne vont pas très loin et qui n'ont pas un caractère radical. C'est mettre de la pommade sur la plaie et pas plus.

Finalement, on n'est pas allé au-delà de ce que mérite une plaie, c'est-à-dire un traitement en profondeur et donc plus à même de soigner le mal dont les états souffraient.

A. Ngaidé : Quelles sont les incidences de tout cela sur le fonctionnement des entreprises et de la bourgeoisie nationale pour l'économiste que vous êtes ?

A. A. Dieng : Mais qu'est-ce qu'on appelle national ici ? Qu'est-ce qui appartient aux Africains réellement ? Pas grand-chose ! Ce sont des entreprises intermédiaires, étrangères, qui exploitent l'ensemble des ressorts des économies africaines. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle les industries qui étaient là à Dakar du temps de l'AOF sont restées étrangères.

Et aujourd'hui, le Sénégal sert toujours de rampe pour les débouchés de l'extérieur comme cela se passait au temps colonial.

A. Ngaidé : Mais quelles étaient les influences directes de l'ajustement structurel sur le fonctionnement de ces entreprises dites « nationales » ?

A. A. Dieng : Il faut noter déjà qu'on avait morcelé cette économie à partir de la balkanisation née des indépendances nationales. On parle maintenant d'espace national, d'espace territorial... Mais, dans ces conditions, certains pays vont essayer de se protéger purement et simplement de la concurrence des autres. Donc, tout cela provoque des conflits entre les pays et entre leurs différents dirigeants. En fait, les programmes d'ajustement structurel interviennent dans ces conditions tout à fait difficiles : par exemple en élevant les taxes on crée des problèmes de contrebande.

Est-ce que nos pays sont en mesure de mettre des douaniers tous les 20 km ? Ce n'est pas possible. C'est la raison pour laquelle le FMI veillait sur les relations entre le Sénégal et la Gambie pour limiter la contrebande gambienne qui risquait de mettre en échec purement et simplement sa politique.

Et pourtant durant toute cette période on a beaucoup importé des produits de première nécessité, venant des pays occidentaux, à travers la Gambie. Et, ce sont des entreprises dites « nationales » qui s'adonnaient à ce type de trafic sans que personne ne s'y oppose de manière vigoureuse.

A. Ngaidé : Pensez-vous que les années 1970 présageaient déjà la crise que connaît l'économie arachidière au Sénégal par exemple ?

A. A. Dieng : L'économie l'arachidière était déjà morte depuis longtemps. C'est une crise à laquelle les gens se sont adaptés depuis bien longtemps. Lesieur s'est adapté avec le soja, le tournesol. Dès lors, l'arachide ne pouvait plus tenir le coup. L'huile d'arachide n'était plus un monopole du Sénégal, d'autant plus qu'il y avait beaucoup d'huile produite à partir d'autres plantes secondaires. Mais cette huile comme l'huile de palme de la Côte d'Ivoire avaient d'autres destinations et les autres oléagineux dont on a encouragé la culture en Asie et en Indonésie par exemple étaient en progression.

Par conséquent, je pense que tous les pays étaient dans une situation extrêmement difficile, c'est-à-dire les contrôles incessants des frontières et en même temps les difficultés à avoir des programmes de développement fiables engendrent des problèmes difficilement surmontables dans le cadre de la gestion de l'UEMOA.³ Parce que le FMI et la Banque Mondiale ne reconnaissent pas cette instance. Ils ne reconnaissent que les États membres de l'UEMOA. Ils mettent en place des programmes avec les membres de l'UEMOA et cela peut engendrer des incohérences incommensurables au sein de l'instance elle-même. C'est la raison pour laquelle ils ne discutaient jamais de cette question de l'UEMOA. Ils ne connaissent que des États nationaux du moins « souverains » c'est tout. Et faire une politique, en dehors d'un ensemble cohérent, soudé est vouée purement et simplement à l'échec.

A. Ngaidé : Quel était le débat des économistes, des tenants de l'économie sénégalaise, des intellectuels durant cette période ?

A. A. Dieng : Les débats étaient plutôt animés par les experts étrangers. Du point de vue économique, ceux qui trônaient ici c'étaient surtout ceux de l'extérieur. Dans le cas précis du Sénégal, nous n'avions que Samir Amin⁴ pour contester cet ordre. C'était la seule voix qui se faisait entendre. Il n'y en avait pas d'autres. Et cela s'explique aisément. Il est marxiste et contre le capitalisme mondial. Il a beaucoup étudié *Le Capital* et il a produit énormément d'études sur la base de cette formation marxiste. Tel n'est pas le cas des autres économistes africains. Ceux-ci préfèrent adopter la doctrine néolibérale. Ainsi ils deviennent stériles car ils produisent peu. Parce que les catégories de cette école de pensée ne sont

pas adéquates pour l'étude de l'économie de nos propres pays. On ne parle que de consommation et on laisse de côté les producteurs parce qu'on a peur. On n'interprète leurs travaux comme une critique adressée au système d'exploitation capitaliste. Les acteurs économiques de nos pays ne souhaitent pas que les autres comprennent les travers de leur système de fonctionnement.

De ce fait, beaucoup ne te parleront pas de la répartition des revenus et des sources de revenus. Dis moi aujourd'hui si tous ceux qui se disent libéraux ont produit quelque chose d'intéressant dans ce domaine ? C'est comme le cas de Wade qui se prend pour un libéral. Dans leur majorité, les économistes Africains et Sénégalais n'ont fait que suivre la masse des experts des instances internationales. Ils n'avaient pas la possibilité d'offrir des alternatives à ce qui se passait sous leurs yeux. Ils étaient intellectuellement impuissants.

A. Ngaidé : Mais Mamoudou Touré a joué un rôle prépondérant dans cette histoire d'ajustement structurel non !

A. A. Dieng : Mais justement c'est pourquoi je suis étonné de ses positions actuelles. Il a joué un rôle important dans la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel. Il a été le directeur de l'un des départements du FMI. A-t-il mis le Sénégal sur les rails du développement ? À toi de juger !

A. Ngaidé : Je souhaite que vous reveniez sur l'économie arachidière, de son rôle, de sa panne et des éventuelles conséquences de cette crise sur le long terme...

A. A. Dieng : L'arachide a été cultivée au Sénégal pour limiter les coûts de main-d'œuvre en France. Avant on consommait l'huile de lin qui était extrêmement chère. En effet, elle faisait appel à plus de bras en France alors que les Français avaient un haut niveau de vie.

Au Sénégal, l'arachide se faisait à titre secondaire. On s'adonnait plutôt aux cultures vivrières. Et la culture arachidière ne coûtait pas très chère pour le Français. Et ce n'est pas un hasard si l'huile d'arachide rentre dans la consommation des Français surtout avec les frites : *French potatoes* comme disent les Américains. Avec son extension au Sénégal, la France visait à réduire le coût au producteur afin de lui permettre d'être plus concurrentielle par rapport aux autres pays européens. Mais lorsque la France est rentrée dans le marché commun, on lui a demandé de ne plus soutenir le prix de l'arachide au producteur. Dès lors, il faut donc obéir à la loi du marché mondial. C'est à partir de ce revirement là que le prix de l'arachide a connu une forte baisse. En effet, le prix est passé à 17 francs alors qu'il était auparavant à 25 francs. Ainsi, nous assistons progressivement à une diminution du pouvoir d'achat des paysans et, du coup, à un désintérêt grandissant de leur part vis-à-vis de la culture de l'arachide. On a connu une année où on a eu une bonne récolte, mais les gens n'ont pas voulu commercialiser leur récolte. Ils ont préféré la vendre ailleurs, en Gambie notamment, où les prix étaient plus élevés ; ou bien ils l'ont purement

et simplement utilisé dans la trituration locale pour produire de l'huile d'arachide et avoir du tourteau nécessaire pour leurs animaux.

Tout cela était bien entendu un moyen de résister aux effets négatifs des décisions françaises de ne plus soutenir la culture arachidière. Mais il ne faut pas perdre de vue, comme je l'ai déjà dit, qu'à l'extérieur les gens commençaient à développer le tournesol, le soja et d'autres produits de substitution.

L'Amérique produisait et produit encore des quantités énormes d'huile, la Chine aussi... Donc l'arachide n'avait plus d'avenir. C'était un moteur en panne et puis l'arachide est un produit pauvre destiné aux couches sociales non aisées de France. Cela est si vrai que le produit n'a pas pu porter une agriculture de type capitaliste comme chez les planteurs de Côte d'Ivoire. Chez les planteurs on cultive des produits riches qui sont destinés à des riches. Mais le cacao et le café,⁵ qui les consomme ? Ce ne sont pas les paysans ! Ce sont des gens relativement nantis ; donc ça pouvait permettre l'émergence d'une agriculture de type capitaliste produite par une main-d'œuvre ouest-africaine comme les Mossis....

Au Sénégal ce n'était pas possible. Au contraire, l'agriculture arachidière a favorisé le développement des confréries religieuses car les marabouts ne paient pas de salaires aux talibés. Les talibés préfèrent toucher un *salaire métaphysique*, dans l'au-delà : le Paradis. C'est cela qui explique que ce produit pauvre n'a enrichi qu'une classe de commerçants et de traitants... Et tout cela rend précaire une économie dont le principal produit d'exportation reste l'arachide.

A. Ngaidé : Donc tout cela n'a pas permis l'émergence d'une bourgeoisie nationale solide et consciente de son rôle d'avant-garde ?

A. A. Dieng : Non, au contraire car nos bourgeoisies sont compradores. Au Sénégal c'est le commerce extérieur qui est important. Comme du reste, la Côte d'Ivoire qui a une économie extravertie tournée vers les marchés extérieurs mais avec des produits riches. Mais qui ne les commande pas malheureusement, donc elle en subit aussi les effets pervers. Dès lors on peut la qualifier, elle aussi, de bourgeoisie dépendante. Elle est esclave et ne peut pas avoir l'initiative sur le marché mondial qui contrôle les prix et qui engrange les profits. Vous n'avez pas d'initiative lorsque vous ne contrôlez pas votre marché intérieur. Alors que chez nous la priorité est donnée au marché extérieur. Et même pour la monnaie, sa valeur externe est plus importante que sa valeur interne.

La preuve, c'est que tous les chefs d'État ont des monnaies frappées à leur effigie quand ils sont indépendants monétairement. Mais, en même temps, ils ne cherchent qu'à avoir des devises pour pouvoir rentrer dans le marché international où l'on a une grande variété de production. Cette variété n'existe pas dans les pays africains qui ont décrété une indépendance monétaire sans aménager leur économie réelle par rapport à leurs desiderata qui consiste à avoir une économie indépendante de toute emprise extérieure. Ce qui n'est pas possible encore aujourd'hui et c'est bien dommage pour les peuples.

A. Ngaidé : Mais vous venez de dire que l'arachide a enrichi plutôt certains membres de confréries alors qu'on sait que ce produit est au cœur de l'économie sénégalaise. Comment expliquer cette situation où la rente ainsi engrangée ne puisse pas servir à des investissements bénéfiques et conséquents pour l'ensemble des populations ?

A. A. Dieng : Mais c'est la France qui gagnait dans l'extension de la culture arachidière car elle répondait à ses besoins. N'oublions pas que le Sénégal est couplé à la France et ce pays en fait ce qu'il veut. A un moment donné, la France a soutenu la politique arachidière, mais à un autre, elle s'en est détournée parce qu'elle préférerait acheter l'huile de soja. Cette huile tend à supplanter l'huile d'arachide. D'ailleurs, c'est l'une des raisons qui expliquent cette énorme campagne contre l'arachide. En effet, elle est accusée d'être cancérigène à cause de la présence de l'Aflatoxine... Mais ce sont aussi des batailles qui se comprennent sur le plan du marché mondial qui voit arriver d'autres huiles dites plus « saines » et moins chères. Mais dès que le Sénégal a compris que l'économie arachidière ne répondait pas à ses objectifs économiques, l'État tenta une politique de diversification des cultures commerciales. Qu'est-ce qu'on a fait ? On a décidé d'encourager la culture du coton. Alors que le pays produit à peine 30 à 35 000 tonnes de coton⁶ par an, ce qui ne représente absolument rien sur le plan africain et mondial. D'ailleurs, le coton subissait les contrecoups de la concurrence des tissus synthétiques comme le tergal.

Donc cette culture n'a pas été à la hauteur des attentes économiques, sociales et politiques. C'est dire tout simplement que les pratiques agricoles ne sont pas pensées en fonction de nos besoins mais de ceux de l'extérieur. Les importateurs sénégalais de riz préfèrent vendre du riz cambodgien, thaïlandais, brésilien, pakistanais, etc. à la place du riz de la vallée du fleuve Sénégal ou de la Casamance. C'est sur la base de ce constat que j'ai parlé de bourgeoisie compradorie alliée de l'extérieur dont les bénéfices ne profitent point au pays.

A. Ngaidé : Tout ce tableau que vous venez de brosser dessine les contours d'une situation « catastrophique » et qui a renforcé économiquement, socialement et politiquement les confréries. Comment expliquer ce balancement des confréries entre l'économique et le politique au Sénégal ?

A. A. Dieng : N'oublions pas une chose importante : la politique d'ajustement dans laquelle nous sommes entrés en 1980 a conduit à la disparition progressive des « marabouts de l'arachide » pour reprendre la formule consacrée par Jean Copans.⁷ Nous avons aujourd'hui des marabouts de l'émigration, « activité » plus rentable que l'arachide. L'arachide, tu la cultives 4 à 5 mois alors que tu dois vivre 12 mois.

Par conséquent, le surplus que peut te donner un marabout est très faible. Alors que l'immigré travaille onze mois sur douze. Il a des revenus permanents très importants. C'est pourquoi d'ailleurs la fermeture de l'usine de Diourbel n'a pas suscité une grande mobilisation, ni provoqué un émoi de la part des marabouts.

L'émigration a renforcé l'économie des confréries. Ce sont tous ces éléments combinés qui ont condamné l'arachide à mort. Les marabouts ne s'occupent

plus que de ce qui permet aux Sénégalais de sortir. Les marabouts interviennent dans la délivrance des passeports, dans la facilitation d'obtention des visas... Et il y a des familles maraboutiques qui sont devenues spécialistes dans cette nouvelle activité lucrative.

En fait les marabouts et leurs adeptes de la même confrérie se sont positionnés économiquement et ont réussi à entrer dans les rouages de la politique politicienne. Et les politiciens qui contrôlent les leviers de l'état leur sont affiliés d'une manière ou d'une autre espérant, par ce jeu, profiter de leur aura pour la fidélisation de leur électorat.

En définitive, retenons tout simplement que l'économie de nos pays dépend des réglementations et des exigences extérieures et cette situation de risque fort de perdurer malgré les discours volontaristes de ces dernières années.

A. Ngaidé : Ne pensez-vous que c'est le problème de *l'homme sénégalais* et de sa conception du monde qui est finalement posé ?

A. A. Dieng : L'homme sénégalais est une notion contestable. Certains opérateurs économiques pensaient que l'arachide allait constituer les fondements de leur prospérité. Mais ce produit a été court-circuité par les produits plus riches de l'agriculture ivoirienne. Il suffit de regarder ce pays qui a une économie plus diversifiée sur le plan agricole pour s'en rendre compte. Il exporte la banane, l'ananas, le cacao et le café alors que le Sénégal n'a que l'arachide et les produits de l'arachide comme le tourteau, destiné aux animaux.

La Côte d'Ivoire a connu de réels progrès dans le domaine agricole et depuis les années 1950. La guerre de Corée a joué un rôle important dans le boum économique de quelques pays exportateurs de caoutchouc. En effet, cette guerre a fait flamber les prix de ce produit stratégique devenu indispensable dans l'industrie automobile (les camions militaires...). Le café et le cacao entraient aussi dans l'alimentation des soldats.

Effectivement, je pense bien que l'un des plus grands problèmes du Sénégal reste bien la perception qu'a l'homme sénégalais de son présent et de son devenir. Il est symptomatique de constater comment il est soumis aux jeux de pouvoir entre les différentes instances qui gèrent sa vie. Si les confréries garantissent une certaine stabilité sociale, force est de constater que le seul *salairé métaphysique* ne peut garantir un développement économique et social. Il ne peut pas permettre l'émergence d'une bourgeoisie nationale consciente qui investit le surplus de son gain afin de générer des emplois qui garantissent un salaire minimum.

A. Ngaidé : En tant qu'économiste, qu'auriez-vous conseillé au gouvernement sénégalais pour rectifier la trajectoire prise par l'agriculture arachidière afin de lui redonner l'oxygène nécessaire pour qu'elle respire à grands poumons ?

A. A. Dieng : Nos dirigeants actuels ne sont pas des hommes d'affaires. Ils n'aspirent pas à produire, ils n'aspirent qu'à consommer ce que d'autres produisent. Cette attitude confirme cette mentalité de rentiers dont j'ai parlé tantôt. C'est la raison

pour laquelle ils s'intéressent surtout au contrôle de l'État et le transforme en un moyen d'enrichissement. Ils n'inciteront pas une politique de production agricole et industrielle. Ce sont les services qui les intéressent.

D'ailleurs c'est ce qui explique, en partie, l'explosion immobilière que nous observons à Dakar. C'est seulement pour produire des *marchands de sommeil* et de service : des bureaux, des services d'exportation, de gestion... Ce que je peux préconiser pour des pays comme le Sénégal, c'est bien d'opter pour l'industrialisation. Il est évident qu'aucun pays au monde n'a pu se développer sans une véritable industrie. Malheureusement, nos dirigeants ont renoncé à l'industrialisation, perspective qui aurait pu garantir une certaine aisance financière et du coup une stabilité des ménages les plus touchés par les crises devenues endémiques.

L'industrialisation de l'Afrique n'était perceptible que dans les discours de revendication pour l'indépendance économique. C'était l'avis par exemple de Cheikh Anta Diop. Il faut lire son livre : *Les fondements industriels et culturels d'un futur État fédéral* (1960) ; c'est là, par exemple, qu'on mesure l'engagement de Cheikh Anta Diop sur la voie dans laquelle se sont engagés les Français du temps du mercantilisme triomphant.

Le discours de Colbert tournait autour, justement, de l'industrialisation. Il a cherché à protéger l'industrie française grâce au Pacte colonial ou système de l'Exclusif. Le Pacte colonial a été un véritable obstacle au développement des colonies françaises. Je pense que le débat est encore à l'ordre du jour et qu'il nous faut encourager l'émergence d'une bourgeoisie industrielle nationale capable d'impulser un véritable développement. Aujourd'hui, nous n'avons que des hommes d'affaires. Ce ne sont que de simples « affairistes » et qui sont là à attendre qu'il y ait une manne pour se la partager. Regardez comment les politiciens s'intéressent au marché public des routes, les ponts, la fourniture de l'administration, les taxes de ceci ou de cela...

Les gens ne travaillent que pour de l'argent facile et pour eux-mêmes. Quand ils ont cet argent, c'est simplement jouir ou construire des immeubles or un immeuble n'est pas un investissement productif. C'est une consommation de longue durée comme la voiture. Ce type d'investissement n'a aucune incidence sur la vie des populations. C'est un investissement mort.

Dès lors, il est donc urgent, non seulement de diversifier notre agriculture, mais aussi de développer des industries dignes de ce nom et capables de peser, par la qualité de leurs produits, sur le marché mondial qui est de plus en plus exigeant. Il nous faut aussi une véritable bourgeoisie entreprenante clairvoyante et surtout citoyenne.

- A. Ngaïdé :** Alors, selon vous, comment encourager l'émergence d'une telle bourgeoisie ?
- A. A. Dieng :** Cela ne dépend en fait que de la structure sociale du pays. Nos pays ne portent pas une structure sociale favorable à l'industrialisation. L'industrie demande beaucoup de temps et d'investissements. Les gens que nous avons n'ont pas pu accumuler. Ce sont des « have not ». Des « have not » ne peuvent

pas devenir du jour au lendemain des « have », ce n'est pas possible. C'est le drame dans lequel nous vivons. C'est la raison pour laquelle quand tu analyses la situation on dit que tu es pessimiste, mais c'est la situation qui l'impose.

Dès lors, il me semble impossible de régler ce problème avec du simple volontarisme. Cela me paraît démentiel parce que les gens doivent penser que quand ils ont un projet et qu'ils souhaitent le mettre en œuvre, il faut qu'ils aient une force sociale qui les portent et qui est intéressée à sa réalisation. Ils n'ont pas besoin de l'ameuter. Et si elle comprend très bien que cette entreprise est son affaire, elle la soutiendra. Mais si cet esprit n'y est pas elle ne la soutiendra pas. Ce n'est pas par des phrases comme « c'est avec la volonté politique » que les choses vont avancer. Non, je crois que même si cette dernière existe et que les moyens économiques et sociaux de cette politique sont là, il manque quelque chose.

Je crois que nous continuerons à perdre notre temps dans la rhétorique politique. Nous serions généreux, mais ni réalistes ni conséquents.

A. Ngaidé : Tout ce que vous dites là me donne envie de vous reposer la question de savoir s'il ne faut pas faire une psychologie de *l'homo-senegalensis* ?

A. A. Dieng : Tu sais, je n'aime pas trop ce terme d'*homo-senegalensis* parce que tu essentialises le débat. Le principe de soutenir que tous les Sénégalais sont pareils relève du rêve ! Les Sénégalais sont différents les uns les autres. Mais la psychologie c'est une manifestation qui n'est pas fondamentale au sens qu'on lui donne. Cette approche psychologique tend à nous amener à lutter contre les effets mais pas contre les causes. Prenons l'exemple aujourd'hui de l'histoire de la mendicité. C'est une manifestation d'une situation qu'on ne maîtrise pas intérieurement. Dans ces conditions, je ne peux pas parler de *l'homo-senegalensis* comme le Nègre, les Africains, les Français... C'est une commodité de langage qui cache une misère intellectuelle criarde. Nous n'arrivons pas à interroger le concept afin de lui rendre son contenu et percevoir à travers lui un comportement généralisable et valable pour l'ensemble des citoyens sénégalais. Je suis contre toute forme d'essentialisation.

A. Ngaidé : Justement, c'est de cette misère intellectuelle et cette paresse d'agresser les concepts que je souhaite que vous discutiez...

A. A. Dieng : Mais on ne le fait pas. L'Africain te dira toujours notre pays est en voie de développement et tu as envie de sourire et de le traiter de tous les noms d'oiseaux. Il te dira « nous sommes insuffisamment développés » ou il tentera de te convaincre que son pays est émergent. Mais d'où ? Et qui sont les immergés ? On ne questionne pas le langage utilisé par « nos adversaires ». Nous sommes absents de la réflexion proprement dite et cela participe, je pense bien, au retard que nous constatons et au maintien de la médiocrité.

Je m'interdisais toujours de dire Afrique Occidentale Française. Par contre, je disais toujours Afrique sous domination française par exemple. D'autres te diront francophone pour éviter ce langage. Tu suis les débats qui sont menés autour de l'utilisation de tel ou tel autre concept, etc.

A. Ngaidé : Là, vous touchez au problème des « universaux ». Est-ce que ceux concoctés en Occident répondent à nos réalités ?

A. A. Dieng : Mais bien sûr que non !

A. Ngaidé : Qu'est-ce que vous préconisez dans ce cas là ?

A. A. Dieng : Mais les gens ne sont pas créatifs. Ce sont des gens « castrés ». Tout cela est lié à une seule volonté d'obtenir un diplôme. Ils veulent tranquillement être des conservateurs jusqu'à gérer même ce que les Européens géraient naguère. C'est la raison pour laquelle, même dans la recherche maintenant on affecte les gens pour la collecte des données et du point de vue théorique, ce sont les Européens qui théorisent. Le cas ORSTOM⁸ est là pour prouver mes assertions. On prend des Nègres de service qui « ramassent » la matière première et les autres font le reste en argumentant que les Africains sont incapables de théoriser. Les Africains sont très paresseux en matière de réflexion.

La plupart du temps leurs travaux sont descriptifs et trop synthétiques. Rares sont ceux qui peuvent rivaliser avec leurs collègues occidentaux alimentés par le renouvellement de leurs connaissances et la lecture des productions les plus récentes dans leur domaine de compétence. C'est tout cela qui explique ces carences théoriques caractéristiques des productions intellectuelles africaines. Ils ne peuvent pas rivaliser. Sauf pour ceux qui ont eu la chance de lire le marxisme dans le texte, ceux-là travaillent mieux que les autres. Mais ceux qui se contentent des petits bréviaires, des formules ou des *Principes du léninisme* sont restés à la marge ; car ces lectures sont très simplistes. Elles ont un caractère purement pédagogique. Et, tout ce qui est pédagogique est très séduisant au départ. La pédagogie fait beaucoup plus appel à l'image, à la métaphore. Dès lors, il faut dépasser cette méthode et emprunter la voie de la recherche pure. C'est-à-dire utiliser les concepts à proprement parler afin de produire des œuvres non seulement intelligentes mais aussi utiles. Je trouve que la voie simpliste de la pédagogie est éminemment paresseuse. Mais quand tu formules pareilles critiques, tu es vite stigmatisé, voire haï, et ta position devient « politiquement incorrecte ».

A. Ngaidé : Cela me permet de vous poser la question de savoir quelles sont les influences de cette période d'ajustement structurel sur l'enseignement : l'université, l'école primaire, en fait sur tout le système éducatif ?

A. A. Dieng : Ce sont les effets conjugués de cette période qui ont définitivement liquidé l'enseignement. On prône maintenant le remboursement de la dette extérieure, il faut arrêter les dépenses publiques, pas de routes mais les réhabiliter, pas de dispensaires mais des cliniques, pas d'écoles publiques mais des instituts privés. Tout cela a tué l'ensemble des ambitions. Ils nous disent que nous n'avons pas besoin de grands cadres. C'était le discours de la Banque mondiale à l'époque. Par conséquent, il faut développer l'enseignement secondaire comme dans le système japonais afin de s'en sortir. Avec la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 qui est une conséquence de l'ajustement structurel, les intellectuels ne

peuvent plus accéder aux livres. Ils ne peuvent plus voyager. Ils ne peuvent plus être au même niveau d'information scientifique que leurs collègues européens. Ils disent qu'ils ont fréquenté les mêmes écoles et qu'ils ont les mêmes formations théoriques qu'eux, alors qu'ils ne savent pas qu'ils sont en train de pâlir !

La presque « institutionnalisation » des classes à double flux (produit de la Banque mondiale) n'a aucun sens. Les gens font le triple des heures de cours, c'est-à-dire la journée continue. Tout cela a liquidé purement et simplement le système éducatif. Vous pouvez le constater aujourd'hui à l'université avec le niveau des étudiants. Le niveau de tous ceux qui viennent du secondaire et du primaire ces dernières années laisse à désirer. Il y a aussi cette atmosphère nationaliste qui voudrait qu'on enseigne dans les langues dites nationales. Mais je me demande où sont les nations ! Chacun se gargarise de grands mots, mais en réalité la réflexion n'est pas au rendez-vous. Si vous êtes quelqu'un qui met en cause le système, vous n'entrerez jamais à l'université. Ou bien, si vous l'intégrez vous allez en être expulsé tôt ou tard. Il n'y a plus de grands débats à l'université et c'est bien dommage pour cet espace qui aurait dû préserver cette effervescence intellectuelle pour sa survie. Même au niveau des étudiants, on ne discute plus sinon les discussions tournent autour de la façon de s'insérer dans le marché du travail. Mais on ne réfléchit plus suffisamment.

Vous voyez, dans nos pays on peut se poser la question de savoir à quoi servent nos ministères des finances. Ils ne sont que des ministères des salaires et des traitements et c'est tout. C'est juste une caisse qui sert à courte vue. Le ministère du plan n'existe plus. On l'a annexé au ministère des finances. Alors que le ministère du plan servait à dessiner des projets d'avenir, de mise en place de grandes projections pour les investissements pour impulser le développement et la prospérité des pays. Mais c'est dommage car tout cela n'existe plus dans nos pays. La disparition du Ministère du plan est une catastrophe pour l'avenir de nos pays, son rôle régulateur et surtout prospectiviste était fondamental dans l'architecture économique.

A. Ngaidé : Ne pensez-vous pas que tout cela est lié à la faiblesse des filières techniques ? Nous assistons de plus en plus à la désertion des filières scientifiques, cette situation ne joue-t-elle pas un rôle négatif dans le renouvellement des connaissances ?

A. A. Dieng : Mais oui. Pour les techniques, si l'on prend par exemple la France, on constate qu'elle a aménagé ces filières sous forme de grandes Écoles, un système qui n'existe pas en Afrique. Nous avons l'université à laquelle tout le monde peut accéder alors qu'on entre par voie de concours aux grandes écoles. Les étudiants font beaucoup de physique et de mathématiques. Ils ne font pas de littérature à part à Ulm⁹, mais là aussi c'est un enseignement de haut niveau qui est dispensé.

En fait, nous avons hérité d'un système qui n'est pas le nôtre et qui est le produit d'un combat de la bourgeoisie contre la féodalité qui contrôlait l'université et surtout contre l'église avec le latin et le grec qui étaient des langues

très valorisées. Nous avons appliqué le système universitaire, héritier des volontés coloniales et puis, encore une fois, la France ne pouvait favoriser la naissance d'une élite capable d'impulser une véritable industrialisation en Afrique. Elle nécessite la mise en place de grandes écoles comme Ponts et Chaussées, Arts et Métiers, Centrale, Polytechnique, École de Chimie, SUPELEC... Ces écoles ont été créées en rapport avec les intérêts de la bourgeoisie pour ses entreprises et les meilleurs ont été choisis au concours préparatoire. Nous n'avons pas tout ça. C'est la raison pour laquelle les gens étaient fascinés par le latino-helléniste Léopold Sédar Senghor. C'est un des produits du système d'enseignement français et vous voyez bien aussi que c'est un catholique. Il a toujours été du côté de l'Église, du côté de la France. Je pense que c'est l'une des raisons fondamentales qui ont fait qu'ils n'ont pas brillé en mathématiques.

Les agrégés de mathématiques, il n'y en avait pas. C'est récent; de plus, l'agrégation dissimule autre chose. Les agrégés le sont à titre étranger. Il n'y a pas de concours entre les nationaux. On te classe par rapport à un Français, mais tu ne peux pas enseigner en France parce que tu n'es pas dans la fonction publique française. Ce sont autant de questions sur lesquelles nous devons réfléchir afin d'analyser les conséquences que cela a sur le développement mental et en même temps aussi sur le débat intellectuel que cela peut susciter dans le pays.

- A. Ngaidé :** Mais quelles recommandations pouvez-vous faire vous qui avez vécu ces expériences là ?
- A. A. Dieng :** Mais les intellectuels doivent avoir une attitude critique et en même temps être au courant de ce qui se passe dans le monde entier à l'heure actuelle. Ce qui implique la maîtrise des langues étrangères. Je refuse qu'on s'enferme dans la francophonie. C'est plutôt la « francofolie » ou la « franco-asphyxie » qui sont par conséquent peu intellectuelles. Et, c'est la France qui se défend derrière ce projet parce qu'elle est attaquée. Alors que les Anglais n'ont pas besoin de créer une structure analogue pour se défendre.
- A. Ngaidé :** Mais ceci ne relève pas essentiellement des chercheurs mais d'un système d'enseignement qui est là et qui est en train de prouver ses limites comme tant d'autres systèmes dans le monde.
- A. A. Dieng :** Je suis d'accord. Oui c'est le système qui engendre tout cela. Mais il faut aussi oser avouer que la France veut favoriser sa langue et sa culture. Les Français ont créé des institutions pour « caser » des Nègres comme Senghor puis Abdou Diouf.
- A. Ngaidé :** Vous pensez qu'il nous faut une refondation sérieuse, une réflexion approfondie de l'orientation actuelle de l'enseignement en Afrique et au Sénégal pour répondre aux exigences du monde moderne ?
- A. A. Dieng :** Je suis en accord qu'il faut le faire sérieusement alors, pas avec de petites réformatettes. Quand je vois des gens s'exciter ici pour le LMD,¹⁰ je me

dis qu'ils sont vraiment « out ». Ils transposent des choses qui viennent de l'extérieur qui sont difficilement applicables dans le contexte de nos pays où l'économie bat de l'aile. Nos campus ne sont pas comme ceux de l'autre côté de l'océan. A-t-on jamais vu des étudiants prendre des coupes-coupes en Europe ?

Ici, cela se fait : barrer la route, brûler les voitures. Hélas, j'espère qu'un jour ils n'iront pas jusqu'à brûler la bibliothèque universitaire. Ce n'est pas à exclure. Plus grave, c'est qu'on n'a pas pris une mesure pour parer à cette éventualité en mettant, par exemple, une brigade de sapeurs pompiers aux abords de la bibliothèque centrale. Alors que cela aurait dû être le premier réflexe. Un pyromane même peut venir de l'extérieur brûler la bibliothèque. C'est vous dire que rien ne permet d'envisager un avenir serein dans la mesure où beaucoup sont ceux qui ne se prennent pas au sérieux face aux réalités complexes qui gouvernent nos états.

A. Ngaidé : Ce que vous dites des coupes-coupes me permet de faire un petit retour sur mai 1968 et son influence sur l'orientation des réflexions et les changements sociaux qu'elles ont engendrés.

A. A. Dieng : Mai 1968¹¹ a conduit les gens à découvrir le décalage qu'il y a entre les études telles qu'on les fait en France et telles qu'elles sont faites à Dakar. Mais, en mettant tout cela en cause, les propositions n'ont pas été sérieusement étudiées. Et cela laisse un vide. On a retenu surtout l'aspect guerre, guérilla urbaine. Mais on ne s'est pas intéressé réellement aux raisons profondes de cette contestation pour les traiter intellectuellement parlant, pour savoir ce qu'il faut faire. Parce que quand on veut mettre en œuvre notre désidérata sur le plan culturel, nous sommes tout de suite bloqués. Par exemple, sur les langues nous sommes bloqués. Parce que nous voulons une homogénéité qui n'existe pas au bout du compte, et que nous sommes incapables de travailler sur la diversité. Quand on parle du Sénégal comme nation, on emploie des concepts vides, infondés et qui ne rendent pas compte de la réalité sociopolitique du pays. Les frontières du Sénégal ont été pour l'essentiel le fruit de Faidherbe, et rassemblent en leur sein différentes communautés ayant chacune ses propres spécificités et leurs modes de lecture de ce que c'est que l'état.

A. Ngaidé : Je pense que mai 1968 a eu une influence significative sur nous !

A. A. Dieng : Mais cela a été le fait d'étudiants qui ne sont pas toujours responsables et qui ont mis en cause le système qui était déjà là pesant et coercitif. Il ne faut pas oublier qu'on avait bloqué tous les salaires. Ce n'est pas pour rien que l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS) est venue se joindre au mouvement étudiant, mais en réalité Senghor ne craignait pas les étudiants. Il disait que tant qu'ils sont à la cité universitaire et se livraient à des quolibets contre lui ce n'est pas grave, mais s'ils franchissaient la route de Ouakam il leur « casserait les reins ». Il comprenait très bien que le mouvement des travailleurs était plus dangereux que tout. Il avait réussi à les domestiquer par l'entremise des syndicalistes comme Doudou Ngom.

- A. Ngaidé :** Est-ce que le mouvement de Dakar était un prolongement de ce qui se passait en métropole ?
- A. A. Dieng :** D'une certaine manière, oui. Il y a une imitation qu'on le veuille ou non. Mais il y a eu aussi mai 1968 à Dakar bien que le contexte fut totalement différent. Parce qu'en France, la structuration sociale n'est pas la même que celle qui prévalait au Sénégal. Ici, nous avons des étudiants privilégiés, d'une certaine manière, par rapport à la société. Ils étaient même *super-privilégiés*, ce qui n'est pas toujours le cas des étudiants français. Par exemple, ici, les étudiants exigeaient à ce qu'on paye les bourses pendant les vacances. Cela faisait partie des revendications matérielles des étudiants.
- A. Ngaidé :** Pouvez-vous dresser un résumé de cette situation qui a prévalu à la fin des années 1970-1980 ?
- A. A. Dieng :** Pour le faire, il faut tenir compte de l'évolution à l'extérieur avec toutes les crises qu'a connu le système capitaliste (crise pétrolière...) pour en déduire que nos pays ont été utilisés par les grandes puissances, comme la France, pour s'ajuster mais en reportant les méfaits de la crise sur nous. Résultat : nous avons eu la réaction des organismes internationaux qui demandaient aux pays de rembourser leur dette extérieure. Mais ces institutions n'ont pas été faites pour nous mais pour les bailleurs de fonds. Ne l'oublions pas. Quand on parle, nous disons toujours que nous sommes membres de la Banque mondiale, mais c'est la France qui était à notre place à l'époque coloniale.

Donc cette période a correspondu au début de l'indépendance qui nous a conduit à la volonté de bâtir des États sur le même modèle que les Français : avoir une armée nationale, une diplomatie nationale, des écoles nationales si je puis dire. Malheureusement notre économie ne pouvait pas supporter tout cela. C'est dans ces conditions que l'ajustement structurel est apparu et cela a conduit à la liquidation de nos économies qui étaient fragiles, à casser tous les ressorts de l'Afrique en général et du Sénégal en particulier. La Banque mondiale a beaucoup poussé les pays africains à diminuer les dépenses publiques à caractère social parce que tout simplement la dette extérieure est une dette publique.

Dès lors, c'est le budget national qui doit la rembourser. C'est la raison pour laquelle autant la Banque mondiale a favorisé la corruption en Asie autant, elle lutte contre cette pratique en Afrique parce qu'elle ne favorise pas le remboursement de la dette extérieure. Les corrompus le sont avec les fonds publics. La corruption a vidé les caisses de l'État au point que les fonds qui existaient ne pouvaient suffire pour rembourser la dette publique. Cette nouvelle situation est à l'origine de la création d'organismes dirigés par des Africains. Ces organismes ont pour vocation de lutter contre la corruption. Mais tout cela se traduit par une lutte contre les effets. Donc, la lutte contre la corruption ressemble à du « donquichotisme ». Cette forme de lutte ne peut pas donner de grands résultats. Et, les bailleurs de fonds savent que ces « combattants » sont un danger

pour eux parce que tout simplement ce sont en quelque sorte leurs concurrents. Les gens préfèrent adopter l'adage devenu comme une règle dans la société sénégalaise : « *Sama kees mba keesu buur* » (« Ma caisse ou celle de l'État »). Ce comportement a fini de ruiner l'ensemble des maillons de la société et la pauvreté s'est installée désarticulant les rapports familiaux. La confiance a disparu emportant avec elle le peu de valeurs qui restait. C'est la mort dans l'âme que j'assiste, impuissant, à cette situation triste de délabrement de la morale et de l'éthique.

Notes

1. Lire à ce propos M. C. Diop et Mamadou Diouf, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
2. Petite bourgade située à plus d'une centaine de kilomètres de Dakar sur l'axe Dakar/Saint-Louis.
3. Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest.
4. Lire à ce propos le livre entretiens de Demba Moussa Dembélé, Samir Amin. *Intellectuel organique au service de l'émancipation du sud*, Dakar, Codesria, 2011, 202 p.
5. Je remercie Anne Bernard dite Binta Ndiaye qui a attiré mon attention sur la « classe » des consommateurs de café en France. En effet, elle avance que « le café est traditionnellement la boisson des classes populaires en France, le thé étant consommé par les classes aisées. Par exemple, dans les coronas du Nord de la France, les mineurs de fond et leurs familles ne consomment que du café du matin au soir. Idem pour les paysans (en plus du gros rouge qui tache) ». (Échange via mail le 07/06/2011).
6. L'État s'est fixé l'objectif d'atteindre une production de 50 000 tonnes par an pour les années à venir; booster qu'il est par la hausse des prix. En effet, le prix de la tonne est passé de 189 FCFA à 210 FCFA sur le marché mondial. Cette information m'a été communiquée par mon ami Abdourahmane Faye, ingénieur agronome au ministère de l'Agriculture.
7. Lire son livre *Les marabouts de l'arachide*, Paris, Éditions Sycomore, 1980.
8. Office de recherche scientifique des Territoires d'Outre-mer devenu depuis quelques années IRD Institut de recherche pour le développement. D'ailleurs Instituts et universités français se sont appauvris au point que beaucoup de chercheurs migrent vers d'autres horizons.
9. École normale supérieure de Paris, plus connue sous l'appellation de « Normale Sup ».
10. Licence, Master, Doctorat. Réformes entamées dans les universités sénégalaises et qui peinent encore à être bien comprises que ce soit de la part des étudiants ou que ce soit de la part des enseignants eux-mêmes.
11. Lire le témoignage d'Abdoulaye Bathily : *Mai 1968 à Dakar : ou, la révolte universitaire et la démocratie*, Éditions Chaka, Paris, 1992, 191 p.